

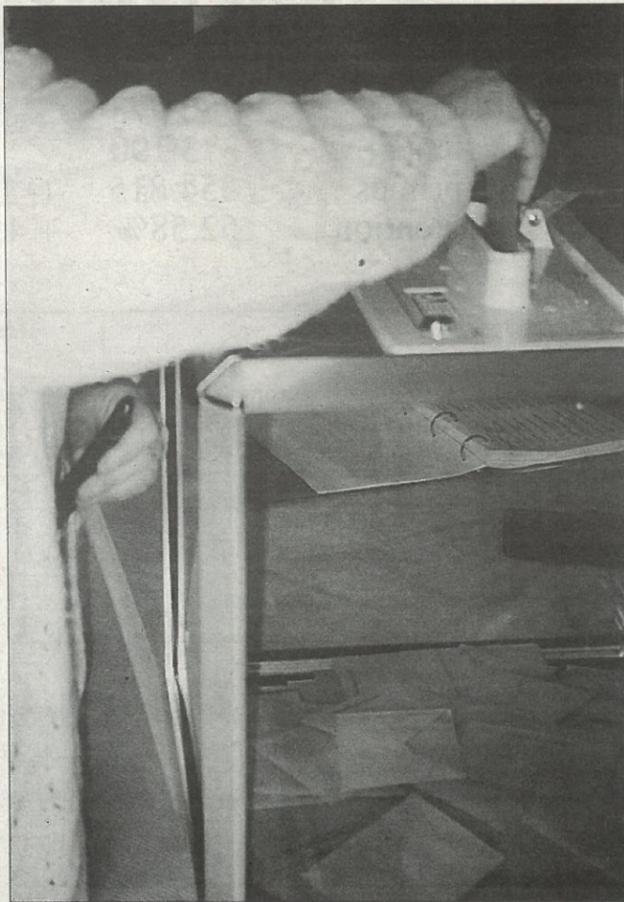
# Les Nouvelles

Bi-Mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français  
N° 692 - 24 Juin 1999 - Prix 2,50 F

de Loire Atlantique

## Elections Européennes

*Avec un gain de 1 725 voix alors qu'il y a 12 000 votes de moins, la liste Bouge, l'Europe progresse de 0,6 % en Loire-Atlantique par rapport au scrutin de 1994.*



## BONNES VACANCES

Comme tous les ans, les Nouvelles de Loire-Atlantique vont cesser de paraître durant la période estivale pour reprendre à la fin du mois d'août.

Cette fin de premier semestre a été marquée par des moments politiques forts avec la Fête du journal et les élections européennes qui augurent un second semestre qui sera ouvert à un large débat politique.

La période de congés sera le moment pour tous de prendre un repos bien mérité.

L'équipe des Nouvelles vous souhaite bonnes vacances et vous donne rendez-vous à la fin août.

● Le scrutin du 13 juin est marqué par l'aggravation de la crise de la politique, le fossé entre les formations politiques, et les électeurs(trices) continue de se creuser.

Le résultat de la liste " Chasse " n'est-il pas nourri par cette crise ?

La campagne électorale, dominée par les événements du Kosovo, puis dans les derniers jours par la " dioxine " n'aura pas permis de faire vivre le neuf apporté par la liste " Bouge l'Europe ! ".

Son résultat n'est pas à la hauteur de nos espérances, de l'enthousiasme qui s'est exprimé lors du meeting de la Fête des Nouvelles, ou lors de la rencontre avec Robert Hue et les candidats au Palais des Sports de Beaulieu.

Deux moments forts de la campagne dans notre département qui ont contribué à notre résultat en Loire-Atlantique.

Le retentissement, la résonance de ces deux initiatives ont permis aux Communistes, aux amis du Parti, au mouvement social de vérifier que le Parti Communiste avait changé en profondeur, dans sa pratique, sans affadir son identité.

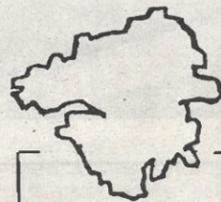
Une démarche nouvelle qui n'a pas trouvé dans cette campagne la résonance souhaitée, mais qui a fait émerger le début d'une réponse à la crise de la politique qui a déclenché un mouvement qui portera ses fruits.

Tout en effet nous encourage à poursuivre dans la voie d'un lien plus fort et plus étroit avec le mouvement social dans sa diversité, pour une autre façon de faire de la politique, et pour ancrer à gauche la politique en France et en Europe.

C'est dans ce sens que nous allons poursuivre nos efforts, pour donner plus de visibilité au sens et à l'utilité de la démarche engagée, en y associant toujours davantage d'adhérent(e)s, en invitant à renforcer ce Parti Communiste moderne, pour lui donner plus d'efficacité.



Jean-René  
TEILLANT  
Secrétaire  
fédéral à  
l'Organisation



## ACTUALITÉ

### ● Les élections européennes

● Nous publions dans les premières pages de ce numéro des Nouvelles les résultats et analyses des élections sur notre département. Des chiffres, des réalités qui contrastent avec ce que vous avez pu lire, entendre ou voir sur les autres médias.

### ● Réduction du temps de travail

● Les cheminots ont pu donner leur avis sur les discussions avec leur direction sur la réduction du temps de travail. Deux dirigeants syndicaux de la CGT et de la CFDT répondent à nos questions.

# 13 juin 1999

# Elections Européennes

Dimanche 13 juin, 22h00 passées, les chaînes de télévision, radios nationales ouvrent leurs micros sur les élections européennes.

Les estimations données approcheront les réalités du scrutin ce qui est en soit quelque chose d'extraordinaire.

Viennent ensuite les commentaires d'abord sur le vif ce qui ne peut porter atteinte à l'exactitude mais est compréhensible et à l'écart d'analyse possible et ensuite l'analyse "réflective" qui pouvait se résumer ainsi.

- Tout va bien pour le Parti socialiste
- Arlette Laguillé fait un sacré score
- Daniel Cohn Bendit est au paradis
- Robert Hue essuie l'échec
- Charles Pasqua crée la surprise
- Le Front National divisé subit un échec

Deux jours après, les journaux régionaux détaillent les résultats, à cette nuance près qu'ils ne font figurer aucun chiffre du scrutin de 1994 ne permettant pas à leurs lecteurs de faire des comparaisons.

Il en sera ainsi pour toutes les chaînes de télévision et les stations de radio.

C'est pour cela que nous avons souhaité, dans la façon de traiter les élections européennes de 1999, permettre aux lecteurs de se faire une opinion qui s'appuie sur des faits, sur des comparaisons précises.



## Les résultats départementaux

Inscrits : 786 973  
 Votants : 373 190  
 Exprimés : 354 815 (- 12 594)  
 Abstention : 52,58% + 4,3% par rapport à 1994

	Résultats 1999		Evolution par rapport à 1994	
	Voix	%	Voix	%
Liste « Bouge L'Europe »	17 536	4,94%	+ 1 725	+ 0,60%
Liste PS (1)	89 580	25,25%	- 16 968	- 3,97%
Liste Pasqua (2)	45 188	12,74%	- 17 000	- 4,40%
Liste Verts	41 884	11,80%	+ 22 732	+ 6,54%
Liste RPR+UDF (3)	80 507	23,09%	- 17 689	- 2,10%
Liste LO-LCR	18 497	5,21%	+ 8 988	+ 2,60%
Liste FN+MN (4)	16 740	4,72%	- 5 679	- 1,43%
Chasseurs	25 839	7,28%	+ 7 652	+ 2,29%

(1) - Pour une véritable comparaison nous avons additionné les voix des listes PS-MDC et Radicaux de 1994 car pour l'élection du 13 Juin ces 3 formations politiques faisaient liste commune.

(2) - Nous comparons la liste De Villiers de 1994 avec celle de Pasqua-Devilliers de 1999.

(3) - L'UDF et le RPR ayant fait liste commune en 1994 nous avons additionné les listes Bayrou et Sarkozy de 1999.

(4) - Nous avons additionné les listes FN et MN pour comparer au score du Front National de 1994.

## Clin d'œil sur les communes du département

Sur les 220 communes du département, la liste "Bouge l'Europe !" enregistre une progression dans 185 d'entre elles et régresse dans 35.

Sur les 43 plus grandes localités, il y a une progression dans 37 et recul dans 6 par rapport au scrutin de 1994.

Notons que dans la plupart des cas, il ne s'agit pas d'une progression spectaculaire mais plus d'un mouvement qui confirme les résultats enregistrés par le Parti Communiste dans les différents scrutins depuis 1992 et qui se sont toujours traduits par une progression par rapport au même scrutin précédent.

Parmi les principales communes du département quelques résultats de la liste "Bouge l'Europe" comparés au scrutin de 1994.

Ancenis + 0,47 %  
 Basse Goulaine + 1,02 %  
 La Baule - 0,32 %

Blain	+ 1,24 %	Pornichet	- 0,31 %
Bouguenais	+ 1,40 %	Le Pouliguen	- 0,41 %
Carquefou	+ 0,98 %	Rezé	+ 0,49 %
La Chapelle/Erdre	+ 1,25 %	Saint-Brévin	+ 0,52 %
Châteaubriant	+ 0,52 %	Saint-Etienne	+ 1,01 %
Clisson	+ 1,85 %	Saint-Herblain	+ 0,81 %
Couëron	+ 0,35 %	Saint-Joachim	- 7,00 %
Le Croisic	- 3,19 %	Saint-Julien-de-Concelles	+ 1,13 %
Donges	+ 1,16 %	Sainte-Luce	+ 1,14 %
Guéméné Penfao	+ 0,51 %	Saint-Nazaire	+ 0,83 %
Guérande	+ 0,64 %	St Philbert de Grandlieu	+ 0,77 %
Indre	+ 1,52 %	Saint-Sébastien	- 0,04 %
Le Loroux-Bottreau	+ 1,27 %	Sautron	+ 0,81 %
Machecoul	+ 0,79 %	Savenay	+ 1,73 %
La Montagne	- 1,88 %	Les Sorinières	+ 1,01 %
Montoir	- 4,01 %	Sucé/Erdre	- 0,07 %
Nantes	+ 0,45 %	Thouaré	+ 2,05 %
Nort/Erdre	+ 0,69 %	Treillières	+ 1,73 %
Orvault	+ 0,97 %	Trignac	- 7,67 %
Pontchâteau	+ 0,88 %	Vallet	+ 1,18 %
Pornic	+ 0,11 %	Vertou	+ 1,11 %

# 13 JUIN : Ce qu'ils en disent, Ce qu'ils en pensent...

## Michèle PICAUD.

Candidate de la Liste "Bouge l'Europe !"  
*«On ne peut s'arrêter au soir de l'élection»*

Je voudrais dire comment j'ai vécu cette campagne des Européennes.

En tant que candidate, cela n'a rien à voir avec ce que j'avais pu connaître auparavant, élection municipale ou régionale.

Celle-ci restera marquée pour moi, par la richesse de la rencontre avec les gens, l'enthousiasme extraordinaire que j'ai rencontré, des contacts chaque jour différents compte tenu de l'actualité brûlante du moment, une manière différente de faire de la politique.

Oui, nous avons eu raison d'élargir à tous les représentants du mouvement sociétal aux féministes, aux antiracistes, aux syndicalistes, chacun a porté haut et fort ses convictions, allant chercher au fond de lui même la manière la plus simple de faire passer un message.

Je n'oublierai jamais Anne Delbée metteur en scène et la culture, Nicole Abar footballeuse internationale et la place des femmes dans le sport, Fodde Sylla me parlant de sa mère et de la place des femmes en Afrique.

Tous m'ont convaincue que nous avons raison, que seuls les communistes pouvaient leur permettre de parler de leur combat qui est le quotidien des gens.

Ils m'ont aussi fait part du respect face à l'engagement des communistes partout



à travers la France.

Cette idée de faire de la politique à la portée des gens est juste, il faut enraciner cette démarche.

Cette élection était sans doute trop lointaine mais l'idée va faire son chemin; c'est la vraie réponse pour rendre attractive la politique et que les gens se l'approprient.

Dimanche soir, comme beaucoup j'étais abasourdie par le résultat des chasseurs en Brière. Combien de temps les gens vont-ils accepter ce corporatisme ? Qu'est-ce qui va changer dans la morosité de leur quotidien ? C'est inquié-

tant.

Je suis rassurée de voir que nous ne basons pas en voix et que 185 communes sur 220 enregistrent une progression.

Tout cela doit nous encourager à continuer à travailler encore plus.

Tout cela m'encourage à continuer avec les « 87 » tout ne peut s'arrêter un soir d'élection, et nous allons poursuivre ce que nous avons commencé à semer, la récolte est parfois longue mais je demeure optimiste car les racines sont prises.



## Basse Loire

Yannick Chéneau, secrétaire de la section nous a fait part de ses réflexions

Nous rencontrons sur toutes les communes de la Basse-Loire le même phénomène inquiétant : l'abstention qui pose un véritable problème pour la démocratie et qui résulte d'une réelle crise de la politique.

Toutefois cette abstention record ne peut pas masquer les grandes tendances de ce scrutin.

Nous constatons, en poussant l'analyse des résultats qu'avec 526 exprimés en moins, la liste « Bouge l'Europe ! » progresse de 154 voix, soit 1,13%.

Autre constatation intéressante sur les 14 communes que regroupe la section, il y a une progression dans chacune d'entre elles : + 1,72% à Cordemais, + 1,73% à Savenay, + 0,35% à Couëron, avec la palme à Quilly avec + 3,48% et la Chapelle Launay + 2,76%.

Dans le même temps, les rapports de force évoluent. C'est

ainsi que dans les principales villes de la section, alors que la liste « Bouge l'Europe ! » progresse, celle conduite par François Hollande enregistre un recul important : - 3,59% à Couëron, - 3,67% à Saint-Etienne-de-Montluc, - 5,57% à Savenay, - 5,58% à Indre où la liste conduite par Robert Hue obtient le deuxième meilleur résultat sur la commune.

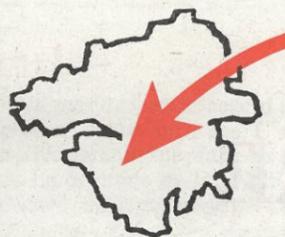
Ses résultats enregistrés par la liste conduite par Daniel Cohn-Bendit apparaissent également importants au premier abord. Après vérification et en faisant référence à Couëron nous nous sommes aperçu que les Verts faisaient 20% au début des années 1990 pour totaliser aujourd'hui 11% et après avoir fait de très petits scores entre ces deux périodes.

Cela me confirme dans mon appréciation d'« éphémérité » de ces votes qui ne s'appuient pas sur une démarche poli-

tique qui s'inscrit dans la durée.

Il y a donc de vrais encouragements dans ce scrutin qui ne nous amènent pas à claironner, mais à envisager lucidement les réelles possibilités de développement de notre influence tant électorale que par rapport à nos forces organisées.

Je crois sincèrement que le travail qui a été fourni par les militants communistes en direction des entreprises de la Basse-Loire, je pense en particulier à la Centrale de Cordemais, à la Sollac, à Berylco, a eu des incidences directes et favorables pour le vote en direction de la liste « Bouge l'Europe ! » et cela alors que nous souhaitons plus d'interventions des citoyens, des salariés, du mouvement social dans la vie politique. C'est un signe encourageant pour l'avenir.



## Tendances en Sud Loire

Une élection ne chasse pas l'autre. La tentative existe cependant de ne pas restituer les résultats d'une élection dans le procès d'évolutions enregistrées lors de précédents scrutins.

Pourtant, nous observons dans le Sud Loire, particulièrement à Rezé (7,1% soit + 0,5) que les mêmes bureaux de vote (donc quartiers) remarqués dans leur tendance entre la législative de 1993 et celle de 1997, produisent le plus souvent la même tendance entre l'Européenne de 1994 et celle de 1999. Ainsi, les quartiers populaires dont la paupérisation est importante comme le « Château de Rezé » (secteur HLM) marquent une abstention élevée (atteignant 68% dans ce secteur) et la poursuite d'un affaiblissement du vote communiste (moins 4%) lié à la rarefaction des liens entre le Parti et ses militants. Le sentiment d'inefficacité voire d'inutilité

de l'action politique y est très fort. A l'inverse, les quartiers le plus souvent nouveaux, pavillonnaires, constitués en grande partie de salariés et bénéficiant d'une présence communiste réelle - au delà de la distribution de tracts - celui du Clos des Iles près de la Classerie, avec une abstention élevée certes mais en deçà de la moyenne de la ville (51,6% contre 54,3% à Rezé), permet de vérifier une nouvelle fois les progrès de l'influence communiste (+ 4,9%).

Dans des quartiers comparables aux Couëts et à la Croix Jeannette à Bouguenais, les mêmes phénomènes sont observés, sachant que dans cette ville, avec 7,7%, nous progressons de 1,4% sur 1994.

Enfin, il est à noter que le vote protestataire sur Laguiller-Krivine est d'autant moins fort que la présence et le résultat du PCF, est, lui,

important (exemples à Rezé : au Château où nous perdons 4%, LO-LCR gagne 6% ; au Clos des Iles où nous gagnons près de 5%, LO-LCR ne progresse que de 3,8% ; à la Houssais où nous progressons de 2,2%, LO-LCR ne gagne que 0,7%).

Pour conclure, on peut observer les difficultés du mouvement social à se situer dans une perspective de transformation sociale en utilisant le vote communiste. Une ville ouvrière comme La Montagne nous permet de le vérifier puisque la liste « Bouge l'Europe ! » avec 8,9% est en retrait de 1,9% par rapport à 1994. Ceci ajouté au fait que la liste des Chasseurs obtient 6,42%. Une analyse fine des résultats en Sud Loire par les Communistes s'impose pour passer d'une image positive dans l'opinion à des progrès électoraux plus conséquents.

# 13 JUIN : Ce qu'ils en disent, Ce qu'ils en pensent...

## A NANTES

**Michel Rica,**  
secrétaire de la section de  
Nantes du PCF et secrétaire  
fédéral répond à nos questions



**NLA : Les premières analyses font apparaître un très léger progrès du PCF sur les européennes de 94.**

**Michel Rica :** Oui, à Nantes, la liste « Bouge l'Europe ! » progresse de 154 voix et 0,45%. Ce n'est évidemment pas un succès, mais nous prenons acte que ce résultat global sur Nantes est en progrès sur 1994, alors que nous savons bien que cette élection est difficile pour nous.

Nous avons sur la ville de grandes inégalités sur les résultats, comme les autres forces politiques. Le premier constat qui est évidemment extrêmement préoccupant, c'est l'abstention avec des taux records qui vont de 70 à 80% dans des bureaux de Malakoff, Bellevue, Dervalières.

Ces éléments ont bien sûr des conséquences directes sur un parti comme le nôtre. Mais pour nous, cela reste

extrêmement préoccupant sur le rapport qu'entretiennent les gens avec la politique et aussi révélateur du regard qu'ils ont sur la construction européenne.

**NLA : Pourtant, il y a eu une bonne campagne publique.**

**Michel Rica :** En effet, la campagne a commencé tôt puisque nous avons la Fête des Nouvelles et puis le meeting. Ces initiatives nous ont donc amené à mettre en place des plans de travail offensifs. Nous allons continuer d'analyser les résultats pour observer les données générales de la campagne et l'influence de la campagne publique et individuelle que nous avons menée les uns et les autres. Mais nous pouvons penser après avoir discuté avec un certain nombre de militants qui sont fortement engagés dans la campagne, qu'une activité de proximité a permis des résultats intéressants.

**NLA : Et les autres formations politiques ?**

**Michel Rica :** Ce sont, à l'exception des Chasseurs, les mêmes résultats qu'au plan départemental, avec en particulier l'effondrement du Front National, l'effet Cohn-Bendit pour le résultat des Verts, qui dans certains quartiers du centre ville trôlent les 30%.

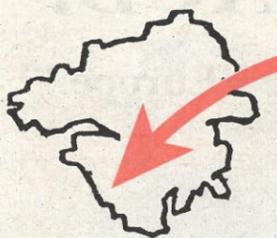
Il faut aussi prendre en compte que la liste Laguiller est en-dessous du score qu'elle avait fait aux présidentielles.

Le fait aussi qu'à Nantes, la droite perd un peu moins qu'ailleurs, même si Pasqua perd 5% sur le résultat de De Villiers.

Et puis, perte aussi de plus de 5% de la liste Hollande au regard des listes Rocard, Tapie, Chevènement de 1994.

## A

## SAINT NAZAIRE



Avec plus 0,83% et 22 voix, la liste « Bouge l'Europe ! » marque des points à Saint-Nazaire.

Un résultat, s'il invite à la modestie, montre après le succès de la Fête des Nouvelles que les Communistes nazairiens peuvent être optimistes. Les débats, les interrogations qui ont alimenté la campagne électorale ont grandement contribué à montrer la profondeur de la pratique politique nouvelle engagée par le PCF.

Une pratique politique certes, plus exigeante que pour la formation politique

qui se réclame de l'ultra-libéralisme ou de son aménagement mais qui est de nature à répondre aux attentes de neuf.

La richesse de la vie associative, de l'engagement collectif et individuel pour une grande diversité de causes, dans cette ville, peut trouver un prolongement politique en se saisissant de l'espace nouveau créé par le Parti Communiste.

La présence fréquente à la porte de nombreuses entreprises, sur les marchés a contribué à faire connaître l'apport du PCF.

Aujourd'hui, il s'agit de poursuivre cette présence pour nourrir les débats sur ce qu'il convient de faire pour ancrer à gauche la politique de la France et de l'Europe.

Nourrir le débat, alimenter les échanges dans l'entreprise, aider les Communistes, les amis du Parti à faire grandir l'exigence de solutions qui s'en prennent à la logique de l'argent, et qui apportent des réponses aux besoins d'emplois, de salaires, de minima sociaux, de retraites, de protection sociale.

## EN BRIERE



Les efforts réels ont été faits par un grand nombre de militants, pour diffuser le matériel, aussi pour aller à la rencontre d'adhérents qui n'étaient pas à l'aise, voire pas d'accord avec la conception de la liste « Bouge l'Europe ! ».

Parmi eux, celles et ceux qui ont participé à la Fête fédérale, à la rencontre de Nantes sont devenus enthousiastes.

Cette campagne dominée par la guerre du Kosovo et la dioxine n'a pas permis de faire percevoir l'acte politique fort du Parti Communiste, ce qui aux vues des résultats, dans de telles conditions, est porteur d'espoir pour l'avenir.

La pratique politique nouvelle caractérisée par cette liste « Bouge l'Europe ! » a contri-

bué à renforcer l'image d'un Parti Communiste en mutation, par un acte fort.

Les résultats qui invitent à réfléchir aux liens que nous avons à développer avec les acteurs du mouvement social, comme avec tous les citoyens qui nous entourent, avec un effort particulier vers celles et ceux qui s'abstiennent, ou comme en Brière, ont voté pour la liste « Chasse ». Un choix qui, ici, prive le Parti qui soutient leurs exigences liées à la chasse, également à l'emploi, aux retraites, à la protection sociale, du poids nécessaire pour peser plus efficacement en leur sens.

Un vote qui sans doute est lié à la colère justifiée des chasseurs face aux directives européennes décidées par des technocrates à partir

d'éléments non justifiés sur le terrain. Et à la fois, pour une part, se nourrir de la crise de la politique.

Au lendemain de ce scrutin, la réunion du comité de section a unanimement décidé d'engager un effort pour aller à la rencontre des adhérents, de créer les conditions pour permettre à chacune et chacun de donner son avis sur le résultat, la campagne, également sur le besoin de faire vivre davantage la confrontation, le débat, l'identité communiste.

L'initiative avec André Lajoinie sur le projet de loi communiste pour empêcher les licenciements devrait connaître des prolongements, notamment vers le mouvement syndical, le mouvement social.

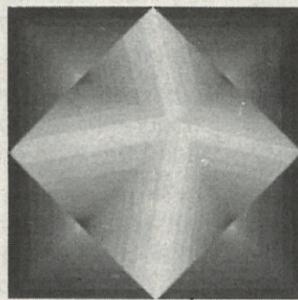
# idex & Cie

**AGENCE OUEST**

4, rue Chevert - 44100 NANTES  
Tél 02 51 84 96 96 - Fax 02 40 69 65 09

Certifiée ISO 9002

**GESTION DE L'ENERGIE  
MAINTENANCE, FINANCEMENT**



- Chauffage
- Climatisation
- Télésurveillance
- Télégestion
- Traitement des eaux
- Equipements industriels
- Multi-Services

IDEX, la première compagnie française  
indépendante dans son domaine

Siège social : IDEX & Cie, 8 bis, rue Escudier  
92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex

Tél. 01 47 12 42 12 - Fax 01 46 03 08 15

## Réduction du temps de travail à la SNCF

### ■ Les cheminots ont dit "oui" aux 35 heures

La moitié des salariés de la SNCF ont participé à la consultation entre les 26 et 31 mai derniers. 61% ont considéré que l'accord proposé à la signature allait "pour l'essentiel, dans le bon sens". Les organisations syndicales CGT et CFDT (70% des salariés) ont signé l'accord concocté depuis 5 mois avec la direction. Ce sont seulement ces deux organisations syndicales qui appelaient à participer à la consultation. Les six autres syndicats, restant, eux, fermement opposés, non seulement au procédé, mais aussi au projet. En dépit du côté positif, cette opposition des "petits" syndicats risque surtout de compliquer les négociations locales.

### ■ C'est le succès d'une stratégie syndicale ?

En obtenant l'accord des cheminots, la CFDT et surtout la CGT ont réussi un pari audacieux : celui de la démocratie directe. Depuis l'arrivée des 35 heures et de la signature par des organisations minoritaires d'accords du type de celui de l'UIMM (métallurgie) empêchant toute

création d'emploi, la CGT n'a eu de cesse d'en appeler à la démocratie.

Cette consultation renforce la validité d'un projet d'accord face aux autres syndicats, tous plus ou moins opposés à ce texte.

### ■ Qu'est-ce que cela peut changer au sein de l'entreprise ?

S'il y a un endroit où l'on peut parler de "culture d'entreprise", c'est bien à la SNCF. Elle est marquée par l'attachement au service public, par la conscience forte d'appartenir à une entreprise qui doit assurer à l'usager le meilleur service possible.

La culture de cette entreprise c'est aussi le conflit, perçu très souvent comme le recours nécessaire et normal pour résoudre un problème : une approche commune aux cheminots de base, comme à sa hiérarchie, à tous les niveaux. Le dialogue social ne s'instaure alors qu'après une épreuve de force, plus ou moins longue. Des années de suppressions massives d'emplois, de fermetures de lignes et de services n'ont, il faut le souligner, évidemment pas contribué à détendre le cli-

mat social alors que la situation de crise rendait plus difficile l'exercice du métier, notamment pour toutes celles et ceux qui sont en contact avec la clientèle.

L'exercice de la consultation sur les 35 heures voulu par les syndicats et accompagné par la direction, est-il de nature à modifier cet état de choses ? Permettra-t-il à l'avenir que les conflits se résolvent plus souvent par un dialogue en évitant que les usagers ne soient pénalisés ? Trop tôt pour l'affirmer. La direction, l'encadrement de la SNCF sont-ils prêts à un réel dialogue permettant de faire que la grève ne soit plus "l'ultime recours" ? L'expérience de ces deux dernières années montre qu'il y a du chemin à faire. D'autant que l'accord sur les 35 heures n'a pas réglé tous les problèmes : si des créations d'emplois sont à l'ordre du jour, il reste bien des endroits où les effectifs restent orientés à la baisse.

Les discussions, qui vont maintenant s'engager pour décliner, par établissement et par profession la mise en oeuvre de l'accord, seront l'occasion de mesurer les progrès éventuels d'une nouvelle culture du dialogue dans l'entreprise ferroviaire.



## ► Le contenu de l'accord

### ■ Emplois

Selon les termes du texte d'accord national sur les 35 heures, 25000 recrutements au statut seront effectués sur 3 ans. C'est la première fois dans l'histoire de l'entreprise, que se trouve garanti, sur plusieurs années, un accroissement significatif des effectifs au statut. La direction de la SNCF misait sur un chiffre de 15000 embauches pour 19500 départs, donc une perte de 4500 emplois statutaires. La CGT ajoute aux 25000 les 3000 jeunes en contrat d'alternance pour aboutir à 28000 jeunes entrant dans les trois ans dans l'entreprise.

### ■ Repos

L'un des points jugés "les plus positifs du dossier" pour la CGT, c'est le choix d'octroyer davantage de temps libre par le biais de repos supplémentaires.

Quatre régimes de travail sont institués :

- 114 repos dont 10 supplémentaires pour le personnel des sièges
- 122 dont 8 supplémentaires pour les sédentaires
- 132 dont 14 supplémentaires pour les postés
- 126 dont 10 supplémentaires pour les roulants

Les repos supplémentaires ne sont pas intégrés dans les roulements et sont normalement attribués en dehors des périodes de fort besoin en personnel.

### ■ Flexibilité

La direction de la SNCF préfère parler d'aménagement du temps de travail. Selon l'accord, la durée moyenne du travail serait désormais calculée sur six mois et non plus sur un mois. Pour le personnel des sièges, la durée moyenne est de 7h24, pour les sédentaires 7h43, pour les postés ne doit pas excéder 8h et pour les roulants 7h46.

### ■ Salaires

Les repos supplémentaires sont primés, donc pas de perte de salaire.

La direction a annoncé l'ouverture de négociations salariales courant juin 99, en examinant en particulier la situation des bas salaires. Dans cette négociation, sera abordée l'augmentation de la prime du travail du dimanche comme reconnaissance de la pénibilité.

# Les dossiers de



suite

## Nous avons demandé à 2 dirigeants syndicaux de la SNCF, leur avis sur l'accord de réduction du temps de travail



**Christian Bernard,**  
Secrétaire fédéral  
des Cheminots CGT  
de Nantes

**NLA : La Fédération CGT des cheminots a signé l'accord sur la réduction du temps de travail à la SNCF, pourquoi ?**

**Christian Bernard :** Je dois dire tout d'abord que la réduction du temps de travail est une revendication CGT et pas un cadeau ni de la direction de l'entreprise, ni du gouvernement... Par conséquent, il s'agit d'un acquis des luttes, la Fédération CGT a donc dès le départ souhaité tout mettre en oeuvre pour déboucher sur un accord en pesant à chaque étape des négociations pour qu'il soit du plus haut niveau possible. Au terme de 5 mois de négociations, nous sommes conscients que les propositions initiales de la SNCF ne sont pas devenues, par miracle, comme le cahier revendicatif de la CGT. Pour autant, le chemin parcouru est incontestablement important.

Dans une enquête préalable que nous avons effectuée auprès des cheminots, des messages forts sont sortis :

- une réduction du temps de travail débouchant sur des emplois
- des repos supplémentaires
- une réduction du temps de travail sans perte de salaire

Même si nous sommes convaincus qu'il reste encore beaucoup à gagner, cet accord va dans ce sens et ce sont ces raisons qui ont conduit la Fédération CGT à signer.

**NLA : Pourquoi la Fédération CGT et celle de la CFDT ont-elles voulu la consultation de l'ensemble des cheminots ?**

**Christian Bernard :** Nous avons, dès le début des négociations, exigé de la direction qu'à terme et avant toute mise en oeuvre que chaque cheminot puisse s'exprimer sur un tel dossier. Celui-ci engage pour longtemps les conditions de travail des cheminots et l'avenir du service public.

Depuis des années, dans notre démarche, nous avons pris l'habitude de les associer dans toutes nos décisions. Nous venons de réaliser avec la CFDT, qui nous a rejoint, la plus grande assemblée générale de notre histoire puisque plus de 95000 cheminots se sont exprimés même si malheureusement près de 7000 votes sont arrivés après la date butoir.

**NLA : Quelles sont les appréciations de la CGT sur cette consultation ?**

**Christian Bernard :** On peut faire dire ce que l'on veut aux chiffres et certains déjà s'y emploient. Cela dit et malgré les difficultés rencontrées pour organiser cette consultation et malgré l'appel au boycott de 6 organisations sur 8 (6 organisations syndicales minoritaires : 30 %), qui a incontestablement porté le trouble, 61 % nationalement, près de 63 % régionalement, des cheminots se sont exprimés en donnant un avis favorable. Faire l'amalgame entre les avis défavorables et les abstentions, pour tirer des conclusions que 70 % des cheminots sont hostiles au projet, nous semble relevé d'une approche simpliste et en tout cas dans cette période d'élections, d'une conception assez limitée de la démocratie.

**NLA : Y-a-t-il des divergences sur le contenu de l'accord sur la réduction du temps de travail et les résultats de la consultation ? Comment s'expriment-elles dans tes rangs ?**

**Christian Bernard :** Il y a effectivement des divergences sur le contenu de l'accord et sur le résultat de la consultation et c'est précisément à ces divergences qui s'expriment que je fais référence quand je parle de démocratie.

Je crois surtout que dans nos rangs, il y a eu, et il y a encore, beaucoup de méfiance et de craintes sur le contenu de l'accord et que sans les nier, ce sont de mon point de vue des craintes qui ont pesé le plus dans l'expression finale.

**NLA : Maintenant que l'accord est signé, comment va se dérouler l'application ?**

**Christian Bernard :** Malgré ce que je viens d'exprimer en terme de craintes, je suis persuadé que toutes les forces de la CGT vont maintenant se mettre en mouvement pour appréhender avec détermination la deuxième phase de ce dossier, à savoir, les discussions pour une mise en oeuvre offensive de cet accord dans chaque établissement.

**NLA : Quelles sont tes conclusions sur ce riche événement pour le devenir du service public SNCF ? Et quelles sont vos revendications pour pousser plus loin les retombées de la réduction du temps de travail ?**

**Christian Bernard :** L'accord sur la réduction du temps de travail, malheureusement, n'a pas remis en cause la politique globale de l'entreprise. Il va donc falloir poursuivre la mobilisation pour l'emploi, les salaires et retraites, la protection sociale, l'avenir de l'entreprise et du service public (un peu trop oublié).

Cela dit, nous venons de vivre une période particulièrement compliquée qui nous a démontré que la mise en oeuvre des orientations du 46ème Congrès de la CGT n'était pas encore totalement acquise et qu'il nous reste encore à y travailler plus nombreux. Enfin, ce sera ma conclusion : porter un regard, sans complaisance mais respectueux des différences sur une telle démarche, doit nous permettre d'aborder lucidement l'avenir, y compris en terme de renforcement de la CGT et du syndicalisme en général.



**Jean Gasnier,**  
Secrétaire du Syndicat  
CFDT de Nantes.

**NLA : Vous avez signé l'accord RTT à la SNCF, pourquoi ?**

**Jean Gasnier :** A la CFDT, nous avons toujours écrit et dit que l'emploi était au coeur de nos revendications. L'accord à la SNCF prévoit 25 000 embauches pour 19 500 départs en retraite en trois ans. Il répond donc en partie à notre priorité «emploi», notamment en inversant le cours de l'histoire qui voit fondre les effectifs de cheminots depuis la dernière guerre. Même avec Fiterman comme ministre, l'emploi à la SNCF n'avait cessé de chuter qu'une année! La CFDT revendiquait des repos supplémentaires pour cette RTT et nous les avons obtenus. Il faudrait toutefois améliorer le nombre de repos pour les agents travaillant quelques heures entre 21h00 et 6h00.

Autre point du dossier: la titularisation d'environ 1 500 contractuels (CDI) à temps partiel imposé, qui n'avaient pas jusqu'à présent, le statut de cheminot. Là, nous franchissons une étape dans la diminution du nombre de salariés à statut précaire.

De plus, cette RTT se fait sans perte de salaire et cela correspond au cahier revendicatif adopté au dernier congrès de notre fédération.

Enfin et pour la première fois, c'est une vraie négociation qui a eu lieu entre la direction de la SNCF et les organisations syndicales. La CFDT a réussi à apporter des améliorations au texte d'origine et à fixer des taquets à la flexibilité voulue par la direction.

**NLA : Quel est votre avis sur la consultation ?**

**J.G. :** La CFDT n'était pas demanderesse de cette consultation et ce pour plusieurs raisons importantes.

Ce type d'initiative présente un danger. Organisée une première fois par les organisations syndicales, elle peut être reprise une autre fois par les patrons pour valider un projet rejeté par les organisations syndicales.

Pour la CFDT, l'adhérent et le syndicat représentent le pivot de fonctionnement de notre organisation syndicale et à ce titre nous privilégions les décisions prises démocratiquement par ceux-ci. D'ailleurs, les adhérents ne comprendraient pas que l'on ne tienne pas compte en priorité de leur avis.

Mais à partir du moment où un vote est organisé, la CFDT a décidé d'y prendre toute sa place avec des exigences:

- les questions posées aux cheminots devaient être claires et simples
- les organisations syndicales devaient faire connaître leur avis sur le dossier avant la consultation
- c'étaient les organisations syndicales qui devaient être maître d'oeuvre dans la consultation, la SNCF n'y apportant qu'un appui logistique.

Le résultat des votes plutôt favorable à l'application de l'accord est très similaire au vote organisé au sein de notre fédération. Au travers de cette consultation, les cheminots ont indiqué que cet accord comportait des points positifs, mais ils ont aussi fait part de leurs inquiétudes sur sa mise en oeuvre dans les établissements.

**NLA : Comment s'exprime la divergence sur l'accord au sein de la CFDT ?**

**J.G. :** La CFDT-Cheminots est une organisation démocratique. Elle est la seule organisation à avoir systématiquement consultée ses adhérents. Et les avis divergeants ont pu s'exprimer tout au long des négociations. Cela a permis aux négociateurs CFDT d'avoir des mandats clairs et précis pendant les négociations. Et au final, ceux qui se sont prononcés pour la signature comme ceux qui ont dit non, savent bien que la signature d'un accord n'est pas une fin en soi et qu'elle est simplement une étape. Notre cahier revendicatif continue d'exister et il évoluera en fonction des nouvelles revendications qui se feront jour à partir de la mise en oeuvre de cet accord. La cohésion de la CFDT-Cheminots sort renforcée de ces 5 mois de négociations.

**NLA : L'accord est signé. Comment voyez-vous la suite ?**

**J.G. :** Pour nous, il n'est pas question que chaque établissement local recommence les négociations nationales. Aussi d'ici la fin juin, nous allons informer et former nos militants qui discuteront de l'application de l'accord avec des objectifs immédiats:

- l'emploi pour que le chiffre national de 25 000 embauches soit un chiffre plancher
- la titularisation des contractuels avec un maximum de plein temps
- l'amélioration des conditions de travail.

Les organisations syndicales signataires auront un rôle central à jouer dans les discussions à venir dans les établissements, les 6 autres organisations syndicales ayant fait le choix de se mettre hors jeu.

Elles n'ont pas voulu signer cet accord alors que, notamment sur les salaires, ces mêmes organisations syndicales ont souvent signé des accords entraînant des pertes de pouvoir d'achat. Mais malgré les désaccords exprimés sur le dossier RTT, nous pensons que cela ne devra pas nous empêcher de nous retrouver sur d'autres dossiers où il sera essentiel de présenter le front le plus large possible. Je pense bien sûr à la défense des retraites.

**NLA : Quelles sont vos conclusions ?**

**J.G. :** Les équipes CFDT continueront d'être à l'écoute des revendications des cheminots et sauront proposer l'action à chaque fois que nécessaire pour que l'application de la RTT soit la meilleure possible, mais aussi pour que d'autres revendications avancent.

## D Desserte ferroviaire plus étoffée sur Nantes - Saint-Nazaire - Le Croisic

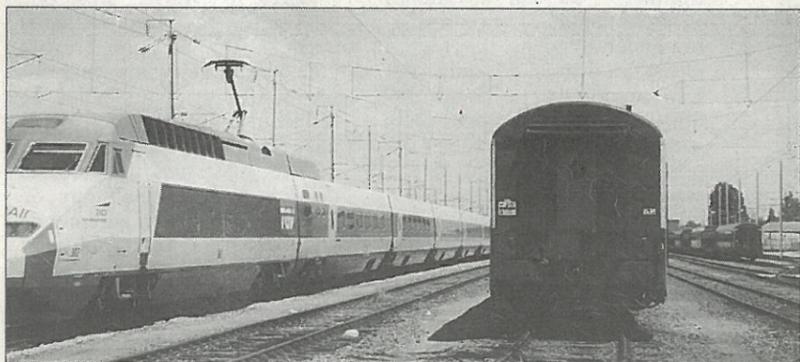
Lors de la mise en place de l'expérimentation de la régionalisation des trains régionaux dans les Pays de la Loire, il était prévu d'étoffer la desserte Nantes - Saint-Nazaire par des circulations de cars entre ces deux villes, en heures creuses.

Suite aux différentes interventions des syndicats de

cheminots C.G.T. de Nantes, Saint-Nazaire et Savenay auprès des élus des mairies, du Conseil général et du Conseil régional puis de l'intervention de Gilles B o n t e m p s , conseiller régional c o m m u n i s t e , depuis un an la desserte s'est étendue par des circulations ferroviaires en heures creuses,

plus tôt le matin et plus tard le soir.

De plus, cet événement s'est accompagné d'une tarification spéciale sur cette liaison, elle s'appelle Métrocéane: moins chère et comprenant les tarifs des transports urbains de Nantes et Saint-Nazaire ainsi que les correspondances sur les cars du département.



## D La libération du rail ne passe pas

“ Nous avons gagné une manche ”, se réjouit Jean-Claude Gayssot, à l'issue de sept heures de débats lors de la réunion des ministres européens à Luxembourg, vendredi 18 juin.

La présidence allemande de l'Union européenne et la Commission de Bruxelles avaient présenté un texte

stipulant qu'il convient de “ garantir dans le secteur ferroviaire une concurrence libre de toute discrimination ”.

Le Ministre français des Transports avait dénoncé une “ tentative de coup de force ” puisque ce texte n'avait pas été discuté par les représentants des états membres. “ L'idée grandit

qu'au lieu de prôner la libération comme solution à tous les maux, il faut laisser coexister les démarches ”, a relevé Jean-Claude Gayssot, “ on pourra alors voir ce qui marche le mieux ”.

Sa fermeté avait été appuyée par une résolution de l'Assemblée nationale.

## D Les décisions de Luxembourg

Les propositions de Bruxelles

Sur proposition allemande et britannique, la directive européenne prévoyait une ouverture progressive au capital privé de l'activité fret (de 5% la première année à 25% au bout de dix ans); d'éclater les réseaux actuels; de séparer la gestion comptable des activités ferroviaires et d'ouvrir le réseau à

d'autres activités de service public.

La conclusion des Quinze

1. Une “ liberté de transit pour le transport international des marchandises ”.

2. La “ coexistence ” pendant “ une période déterminée ” de cette libéralisation avec un système de “ coopération ” entre états membres.

3 “ L'établissement d'un observatoire européen pour le suivi de ces modèles ” pendant une période qui pourrait être de quatre ans. Il s'agira pour cet observatoire de comparer l'efficacité des deux systèmes et de tirer alors les conclusions qui s'imposent dans le choix entre libéralisation et coopération.

## D TOMBOLA Section Saint-Nazaire

La section de St Nazaire a organisé une tombola afin de donner au Parti Communiste les finances dont il a besoin pour développer ses activités.

Les résultats du tirage sont les suivants :

1018	1567
1035	1581
1047	1592
1051	1601
1059	1622
1122	1647
1141	1662
1157	1670
1170	1691
1175	1710
1223	1734
1231	1755
1240	1764
1267	1781
1270	1803
1285	1812
1310	1829
1326	1847
1335	1904
1363	1912
1382	1931
1396	1942
1422	1965
1441	1979
1455	1997
1472	2000
1481	
1507	
1514	

Les lots sont à retirer à la Section de St Nazaire, 18 rue des Halles.

## D Nécrologie

Albert le Saux nous a quittés au début du printemps, il faisait partie de cette génération de métallos nantais qui ont fait 36, la guerre et participé à toutes les grèves des années d'après-guerre.

Il disait souvent lors des réunions de cellule qu'il était plus syndicaliste que politique, mais à 80 ans, il était toujours un distributeur de tracts infatigable et son point de vue était toujours judicieux.

Albert ne manquait jamais la fête des retraités C.G.T. à la Gournerie, ni la commémoration de Châteaubriant.

Albert était dans notre cellule, Benoît Frachon, une mémoire, un camarade affable et écouté. On ne l'oubliera pas.

A sa femme, à sa fille, nous adressons nos plus sincères condoléances.

## D Carnet rose

Les Communistes de Saint-Nazaire sont heureux d'annoncer la naissance du petit GUILLAUME au foyer de notre camarade Yvon RENEVOT et de son épouse Christine.

## Patinoire du Petit Port



Eluère & Associés

Le Petit Port à Nantes, l'été.  
Y'a pas d'âge  
pour en profiter !

Renseignements 02 51 84 94 51

# Le recyclage des mâchefers à la prairie de Mauves à Nantes est abandonné



Le District de Nantes avait décidé de construire un centre de traitement des mâchefers sur la prairie de Mauves à côté de l'usine d'incinération de la Valorena.

Ce projet paraissait anodin. Le district en a débattu à deux reprises, ainsi que les conseils municipaux de Nantes et de Sainte-Luce.

C'est lors de l'enquête publique que la population doulonnaise a réagi et s'est mobilisée très rapidement pour refuser l'installation de ce centre à moins de deux cents mètres de maisons.

Suite à cette mobilisation, la municipalité de Nantes a organisé une réunion publique le jeudi 17 juin et ce sont près de 500 personnes qui ont interpellé les élus. Beaucoup ont fait remarquer le manque d'information et la discrétion de l'enquête publique ; il s'en dégageait donc que la majorité des participants demandait que la concertation reprenne en rouvrant l'enquête publique achevée le 4 juin.

Les habitants de ce quartier en ont assez de

l'accumulation de nuisances sonores, voies ferrées, Canal Froid, les avions qui passent au dessus de leur tête pour atterrir à Nantes, du passage plus fréquent des voitures boulevard Péneau suite à la modification de la circulation à Malakoff. Et il y a aussi le rejet des poussières de l'usine d'incinération. C'est trop, voilà le pourquoi de cette mobilisation.

La veille de cette réunion publique à Sainte-Luce-sur-Loire, le seul Conseiller municipal communiste, Didier Léon a fait revenir son conseil municipal sur l'avis favorable émis le 4 mai dernier en prenant en compte les inquiétudes des doulonnais.

La mobilisation a payé, puisque Jean-Marc Ayrault, en préambule au Conseil du District de vendredi dernier a demandé au Préfet de ne pas donner suite au projet d'installation du centre de traitement des mâchefers à la prairie de Mauves.

Il faudra trouver une solution puisque la loi impose en 2002 de ne plus transporter les

mâchefers en décharge : ils devront être recyclés. Il y aura une nouvelle enquête publique pour un nouveau site.

## Pierre RIOU Conseiller municipal, interpelle Madame la Ministre de l'Environnement par l'intermédiaire du groupe communiste de l'Assemblée nationale sur l'utilisation des plastiques par les maraîchers.

Le 11 janvier 1999, M. Georges Hâge, député communiste, a attiré l'attention de Madame la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sur le problème de l'utilisation des plastiques par les maraîchers à l'origine de diverses pollutions. Dans la commune des Sorinières, au sud de Nantes (Loire-Atlantique) et de manière générale dans la région Ouest, les maraîchers, qui y sont très nombreux, utilisent des tonnes de plastiques pour leurs cultures sous tunnels. L'état des plastiques enroulés, pleins de terre, ne permet pas leur recyclage et leur stockage tant à l'air libre qu'enfouis, et occasionne des pollutions des sols et des rivières. Il lui demande en conséquence quelles dispositions elle envisage de prendre pour résoudre ces problèmes et protéger l'environnement.

Dans sa réponse la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement précise que compte tenu des problèmes croissants soulevés par l'élimination des films plastiques agricoles et des difficultés rencontrées dans la pratique pour mettre en oeuvre des initiatives

au plan local, notamment dans l'organisation d'une filière pérenne d'élimination de ces déchets, elle a mis en place un groupe de travail en octobre 1998. A ce groupe de travail participent des représentants des différents ministères concernés, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ainsi que du Comité des plastiques agricoles (CPA), ce dernier ayant créé une commission environnement qui a pour objet de réfléchir à l'organisation de la collecte et de la valorisation des déchets plastiques agricoles et de faire des propositions de filière d'élimination pérenne de ces déchets aux pouvoirs publics. L'étude des propositions faites par le CPA, ainsi que le bilan en cours de réalisation par l'ADEME de toutes les études techniques existant sur le sujet à l'heure actuelle (filières de traitement, coût des filières), vont permettre de contribuer à la réflexion, dans le cadre d'un groupe de travail élargi à l'ensemble des partenaires concernés, portant sur la mise en place d'une filière spécifique visant à impliquer l'ensemble des acteurs.

**Roulez en Clio à partir de 32 700<sup>F\*\*</sup>**  
... c'est la moitié de son prix



**EN SÉRIE**  
**ABS**  
**Double Airbag\***

**50 50**

\* Coussins gonflables de sécurité.

\*\* 50 % maintenant, 50 % dans deux ans et 224,91 F soit 34,29 € par mois pendant 24 mois entre les deux. Pour Clio AM 99 au prix conseillé de 65 400 F soit 9 970,17 €, avec un apport comptant de 32 700 F soit 4 985,08 €, puis 24 mensualités de 224,91 F soit 34,29 € et enfin 1 mensualité de 32 700 F soit 4 985,08 €, ou reprise de votre Clio 1.2 pour ce montant diminué des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires selon conditions générales Argus et solde de votre dossier de crédit. TEG annuel : 7,95 %. TEG mensuel : 0,663 %. Coût du crédit : 5 307,85 F soit 822,90 €. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC. SA au capital de F 400 000 000. Siège social : 14, avenue du Pont Neuf, 93160 Noisy-le-Grand. Siren 702 002 221 RCS Bobigny. Offre non cumulable réservée aux particuliers et valable jusqu'au 30 juin 1999 sur l'ensemble de la gamme VP/VU/VN. <http://www.renault.fr>

**RENAULT SAINT-NAZAIRE**  
**CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE**  
Concessionnaire  
380, route de la Côte d'Amour - Océanis  
**ST-NAZAIRE - TEL. 02 40 17 20 20**

**TRIGNAC AUTOMOBILES**  
Agent  
Zone commerciale Auchan  
**RENAULT TRIGNAC - TEL. 02 40 90 40 54**